

LIBRES COURS
POLITIQUE

Les socialistes français face à la Troisième voie britannique

Thibaut Rioufreyt

PUG

Thibaut Rioufreyt

Les socialistes français face à la Troisième voie britannique

Vers un social-libéralisme à la française (1997-2015)

Presses universitaires de Grenoble

ce dernier, provoquant sa démission le 14 février 2014. Il le remplace le 21 février 2014 au poste de président du Conseil, et obtient la confiance des deux Chambres. Renzi est désormais l'homme fort du pays et promet une série de réformes économiques sociales-libérales. Il annonce ainsi : la simplification des procédures de licenciement ; 18 milliards de baisse d'impôts ; une ristourne fiscale de 80 euros par mois aux Italiens les plus modestes ; une réforme de la RAI, la télévision publique italienne. Il veut incarner la modernité quitte à se prendre des coups de la part de ce qu'il appelle la « vieille gauche ». Quand cette dernière l'accuse d'être un « Berlusconi en devenir », il la qualifie de « poussiéreuse ». De quoi rappeler Tony Blair. Pourtant, l'analogie reste limitée. La gauche modérée italienne unifiée au sein du PD a en réalité déjà adopté un positionnement doctrinal beaucoup plus social-libéral et une stratégie plus centriste que le PS français ou le PSOE espagnol. Sur le plan strictement idéologique, l'élection de Matteo Renzi n'est donc pas véritablement une rupture. En revanche, ses qualités de communicant et sa capacité à assumer cette ligne le font se rapprocher de l'ex-Premier ministre britannique. Loin d'être anodine, cette évolution politique conforte Hollande et Valls dans leur choix et leur fournit un allié de poids dans les discussions sur la relance et l'austérité face à l'Allemagne.

80

L'inflexion confirmée lors de la conférence de presse se fait dans un contexte électoral et politique très compliqué pour les socialistes et la majorité parlementaire. La victoire d'Anne Hidalgo à Paris peine à cacher la « vague bleue » qui déferle sur la France à l'occasion des élections municipales des 23 et 30 mars 2014 pour reprendre la formule politico-médiatique d'alors. À l'issue du scrutin, l'alliance UMP-UDI détient une majorité des villes de plus de 10 000 habitants : 572 contre 349 à la gauche. Ce scrutin est une défaite pour la gauche en général et le PS en particulier, qui perd 121 villes de plus de 15 000 habitants. Le Front national gagne par ailleurs 14 villes, un niveau jamais atteint sous la Ve République. Au lendemain de la défaite, qu'il avait prévue, mais dont l'ampleur l'a surpris, Hollande se sépare plus tôt que prévu d'Ayrault et confie à Valls le soin de former un nouveau gouvernement. La référence néo-travailleuse connaît alors une nouvelle actualité directement corrélée au destin politique du nouveau locataire de l'Hôtel de Matignon.

Actualité du néo-travailleuse et destin politique de Manuel Valls

Quelques jours après cette nomination, le 4 avril, Valls reçoit le soutien inattendu de Blair qui, profitant d'une conférence sur la mondialisation auprès des étudiants du campus Eiffel à Paris, lance en français : « Félicitations et bonne chance ! » au nouveau Premier ministre. Une prise de position d'autant plus

inattendue que la direction de l'école avait pris le soin de vérifier qu'aucune question politique ne serait posée (Murgue, 2014). La formation du gouvernement Valls crée une fracture au sein de la majorité. La contestation gagne le groupe parlementaire socialiste à l'Assemblée nationale, provoquant la constitution d'un noyau de quelque 35 députés, baptisés « frondeurs » dans les médias, qui contestent par leur vote la politique du nouveau gouvernement. À l'opposition classique de l'aile gauche (Un monde d'avance de Benoît Hamon, Henri Emmanuelli ; Maintenant la gauche d'Emmanuel Maurel, Marie-Noëlle Lienemann, Gérard Filoche, Jérôme Guedj) s'ajoutent désormais des proches de Martine Aubry (Christian Paul, Jean-Marc Germain), des membres de la Gauche populaire (Laurent Baumel) ou des anciens fabiusiens (Daniel Goldberg). Parallèlement, la direction du parti connaît, elle aussi, du changement. Après la défaite du PS aux élections municipales de 2014, Harlem Désir, peinant à convaincre à la tête du Parti socialiste est exfiltré par l'Élysée en étant nommé secrétaire d'État aux Affaires européennes dans le gouvernement Valls. La place est désormais libre pour Jean-Christophe Cambadélis qui trouve là sa revanche sur le Congrès de Toulouse. Il est élu Premier secrétaire du Parti socialiste le 15 avril 2014 avec 67 % des voix par le Conseil national, non sans provoquer les critiques de l'aile gauche du parti, qui réclamait une direction collégiale intérimaire jusqu'au prochain congrès du parti. La recomposition des forces au sein du PS semble ainsi s'opérer.

Malgré la constitution de cette opposition interne et après cette séquence électorale désastreuse, Valls continue d'alimenter la tension dans son propre camp. Le 14 juin 2014, à l'occasion d'un Conseil national du PS, il lance : « Oui, la gauche peut mourir » (AFP, 2014b), aussitôt au cœur des commentaires politico-médiatiques. En pleine campagne pour les élections européennes du 25 mai 2014, le Premier ministre décide de dramatiser les enjeux afin de faire jouer à plein le vote utile et de limiter les dégâts. Pour spécifique que soit le scrutin aux élections européennes, le Front national arrive pour la première fois en tête d'une élection au niveau national (24,9 % et 24 élus), devant l'UMP (20,8 % et 20 élus) et le PS (14 % et 13 élus, dont un du Parti radical de gauche, avec qui il faisait liste commune). Malgré sa lourde défaite, le PS limite les dégâts. Surtout, la menace soulevée par un rapprochement d'une partie des Verts et du Front de Gauche ne semble pas se concrétiser dans les urnes. La gauche de la gauche semble incapable de constituer une alternative électorale crédible et la dynamique unitaire du Front de gauche confirme son essoufflement. La faiblesse électorale du total de la gauche aux dernières européennes renforce au contraire Valls dans son choix stratégique. Il prend appui sur une réalité politique – le risque de marginalisation durable de son camp politique et l'installation dans le temps

d'une extrême droite puissante électoralement – pour appeler à une conversion idéologique et culturelle de la gauche. Les adversaires de l'orientation qu'il incarne sont en position difficile, devant parvenir à expliquer comment unir une gauche fragmentée, sur la base d'un projet alternatif pour l'instant inexistant et capable d'éviter une déroute électorale. L'équation est d'autant plus compliquée par l'évolution des rapports de force et de sens au sein de la gauche européenne. En effet, les élections européennes du 25 mai 2014 marquent également la victoire du Parti démocrate italien (PD) et la montée en puissance de Renzi sur la scène européenne, renforçant l'orientation sociale-libérale prise par le socialisme européen. Le PD obtient en effet 40,8 % des votes valides, et les partis de la majorité gouvernementale 46,8 %. Son principal concurrent du moment, le Mouvement 5 étoiles (*Movimento 5 Stelle*, M5S) de Beppe Grillo, n'atteint que 21,2 % des voix, alors qu'il a organisé toute sa campagne sur l'objectif de dépasser le PD. Grâce à ses 31 élus sur les 73 eurodéputés attribués à l'Italie, le PD dispose de la plus nombreuse délégation au sein de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates, groupe parlementaire réunissant partis socialistes et forces de centre-gauche au Parlement européen (S&D).

82

En France, les « frondeurs » continuent de donner de la voix au sein du PS, sans jamais toutefois empêcher le gouvernement de recueillir la confiance de l'Assemblée, ni d'obtenir le vote capital du budget. L'accélération du rythme des réformes, l'accentuation de l'orientation sociale-libérale du quinquennat nourrissent une vive controverse au sein du parti et de la majorité parlementaire. Mais à l'été 2014, ces divergences idéologiques débordent cette fois des frontières du parti ou des murs de l'hémicycle pour atteindre le gouvernement. Dans une interview consacrée au *Monde* et parue le 23 août 2014, Arnaud Montebourg fait publiquement part de ses divergences et de la nécessité selon lui de changer de « cap économique » (Montebourg, 2014). Le lendemain, lors de la Fête de la Rose à Frangy-en-Bresse (Saône-et-Loire), avec son collègue ministre de l'Éducation nationale, Benoît Hamon, en invité vedette, il réitère son appel, provoquant une crise au sein de l'exécutif. Face à cette nouvelle prise de position, Valls tranche. Pour clarifier la ligne sociale-libérale défendue par Hollande, il décide de présenter la démission de son gouvernement. Le président le conforte et le charge de former une nouvelle équipe. Après réflexion, les Verts décident de ne pas y participer. Les radicaux de gauche, eux, sont présents en la personne de Christiane Taubira, qui conserve son fauteuil de garde des Sceaux. Plusieurs ministres démissionnaires ont fait savoir qu'ils ne souhaitent pas faire partie de la nouvelle équipe, parmi lesquels Benoît Hamon, Aurélie Filippetti ou encore Frédéric Cuvilliers. La composition du gouvernement Valls II marque

une inflexion politique importante. En premier lieu, elle révèle une volonté d'écarter les électrons libres (Arnaud Montebourg, Cécile Duflot, Benoît Hamon, Aurélie Filippetti) et de trouver la cohérence gouvernementale qui avait manqué au gouvernement Ayrault. « Cohérence, cohésion, clarté : trois mots d'ordre pour ce premier Conseil des ministres », tweete ainsi le chef du gouvernement. Et le chef de l'État enfonce le clou, exhortant ses ministres à ne pas « jouer individuel ». Un « cap », une « ligne », le pacte de responsabilité, et une « méthode », celle « de la cohérence, de la solidarité », le Conseil des ministres est dûment chapitré par Hollande. Plus de débats sur la place publique mais des décisions « rapides », il s'agit de restaurer « la confiance entre nous et les Français », la « clé » du succès, insiste-t-il (AFP, 2014a). Mais la composition du gouvernement Valls II révèle aussi et surtout une certaine cohérence idéologique. Les représentants de l'aile gauche du parti sont écartés tandis que des personnalités plus marquées à la droite du PS, comme Emmanuel Macron ou Bernard Cazeneuve, montent en première ligne. Aussi, le gouvernement revient doucement sur les textes de loi votés peu avant.

À la surprise générale, l'ancien conseiller de Hollande à l'Élysée, Emmanuel Macron est nommé à l'âge de 36 ans ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique, en remplacement d'Arnaud Montebourg. Collaborateur qui a aidé François Hollande à élaborer son projet présidentiel, il était jusqu'à juin secrétaire général adjoint de l'Élysée et conseillait le président de la République sur les questions économiques et financières, notamment les dossiers d'économie internationale et du G20. Son parcours professionnel autant que l'orientation idéologique qu'il affiche font de lui un symbole. Qualifié de « Mozart social-libéral » (Hacquemand & Verier, 2014), cet énarque a en effet été l'un des inspirateurs du Pacte de responsabilité et a été à la manœuvre dans la gestion du dossier Alstom²⁶. Fils de médecin, il suit un parcours classique de haut fonctionnaire : lycée Henri IV, Sciences Po, ENA (promotion Léopold Sédar Senghor, 2004) puis Inspection générale des Finances. Il fait même un DEA de philosophie politique consacré à Hegel et il est un temps assistant de Paul Ricœur. Sorti de l'ENA, il se forme au sein de la banque d'affaires Rothschild. Il est repéré par Jacques Attali, qui le nomme rapporteur de la Commission pour la libération de la croissance en 2007

26. Suite à des difficultés du groupe Alstom, celui-ci devint l'objet du débat politique au premier semestre 2014, y compris au sein du gouvernement Ayrault, entre des partisans d'une nationalisation partielle, dont Arnaud Montebourg et ceux d'une reprise avec contreparties par un des concurrents. Ce fut finalement la seconde option qui fut choisie, ce qui aboutit au rachat d'une partie des activités d'Alstom par l'États-Unien General Electric.

dont Sarkozy lui a confié la charge. L'économiste le présente à François Hollande trois ans plus tard. Son passage à Rothschild explique qu'Emmanuel Macron soit proche de Marc Ladreit de Lacharrière, le président de l'agence de notation Fitch. La nomination d'Emmanuel Macron est vivement critiquée par les « frondeurs » du PS : « provocation dérisoire » pour Laurent Baumel, « un financier à l'industrie » (AFP, 2014a), s'indigne Jean-Marc Germain. « L'entourage de François Hollande est rempli de personnes qui n'ont jamais été socialistes, ou alors de manière très discrète » (Le Gal, 2014), déclare la sénatrice PS Marie-Noëlle Lienemann. Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste français, regrette de son côté que la « politique annoncée soit plus droitrière que jamais, symbolisée par l'arrivée d'Emmanuel Macron, homme-clé des banques et de la finance » (*Le Parisien*, 2014).

Quelques heures après le premier Conseil des ministres du nouveau gouvernement, Valls enfonce le cou devant le grand patronat français. À l'occasion de l'Université d'été du MEDEF sur le campus de HEC, à Jouy-en-Josas (Yvelines), il fait en effet un discours très marqué et remarqué. Ce discours nous intéresse tout particulièrement ici tant il rappelle non seulement le discours néo-travailliste en général, mais la rhétorique de Tony Blair lui-même. On pourrait dire de ce discours de Valls qu'il est non seulement blairiste, mais blairien. Sur la forme d'abord, car sa proximité avec le discours de Blair devant les députés de l'Assemblée nationale en 1998 est flagrante. « La France a besoin de vous. J'aime l'entreprise [...]. Le retour de la croissance passera d'abord par le soutien aux entreprises », commence Manuel Valls. Dans la foulée, il remet en cause les oppositions duales qui sont au cœur de la pensée marxiste, mais aussi sociale-démocrate, et propose de les abolir au profit d'un unanimisme social très blairien : « Cessons d'opposer systématiquement État et entreprises, d'opposer chefs d'entreprise et salariés, organisations patronales et syndicats. [...] Notre pays crève de ces postures. » Il répond aux critiques à sa gauche en déclarant : « Il est absurde de parler de cadeaux faits aux patrons » quand le gouvernement promet 40 milliards d'allègement du coût du travail, car « il y a un problème de coût du travail dans notre pays » et « une mesure favorable aux entreprises est favorable au pays tout entier » (AFP, 2014a). En réaction à pareils propos, les patrons lui réservent une *standing ovation*. La comparaison est d'autant plus frappante non seulement dans le contenu du discours que dans son lieu d'énonciation. Non seulement Valls parle le blairien, mais il le fait dans des contextes très proches de ceux dans lesquels l'ancien Premier ministre britannique s'était exprimé. En 1995, à la Convention annuelle du patronat anglais (CBI), Tony Blair, alors leader du Parti travailliste dans l'opposition luttant pour transformer sa formation en *New Labour*, prononce lui aussi

des mots qui lui vaudront des applaudissements nourris des chefs d'entreprise conquis : « La Grande-Bretagne a besoin de personnes qui réussissent dans les affaires, qui deviennent riches de leur succès. Des taux de taxation dissuasifs n'ont aucun sens économique ou politique. Ils ne font de bien à personne » (Grand, 2015). Quelques mois plus tard, devant la Chambre de commerce de Nottingham, il déclare dans la même veine : « Le New Labour ne croit pas que le rôle du gouvernement consiste à intervenir dans le cours des affaires. » À ceux, dans son camp, qui l'accusent de rompre les liens historiques entre le Parti travailliste et les syndicats, il répond : « Je ne m'éloigne pas des syndicats, je mets de la clarté dans nos relations. » Et prend soin de préciser : « Je n'ai pas rejoint un parti de protestation, j'ai rejoint un parti de gouvernement » (*idem*). Passé maître dans l'art de la communication, maîtrise dont il donna à voir l'ampleur en tant que directeur de campagne de Hollande en 2012, Valls sait parfaitement ce qu'il fait en martelant ce « J'aime l'entreprise ». Slogan succinct et clair, c'est bien cet élément de langage qui est de fait repris en boucle dans les médias les jours qui suivent.

Le 28 août 2014, dans une interview au *Point*, donnée avant sa nomination à Bercy mais qui paraît le lendemain de sa nomination, Macron explique qu'il est favorable à des dérogations aux 35 heures. Matignon dément aussitôt, même si la formule pour le faire est pour le moins alambiquée. Le gouvernement « n'a pas l'intention de revenir sur la durée légale du travail à 35 heures », dont la modification éventuelle « relève de discussions entre partenaires sociaux » que l'exécutif « respectera », assure l'entourage du Premier ministre (Bosse-Platière, 2014). Le 29 août 2014, au lendemain d'un aller-retour express à l'Université d'été de La Rochelle, où il a rencontré des élus locaux, Manuel Valls annonce le remplacement de la loi Alur de Cécile Duflot par le dispositif Pinel. Ce faisant, il revient sur une promesse de campagne, l'encadrement des loyers, et fait avaler une nouvelle couleuvre aux Verts, toujours dans la majorité parlementaire. Du côté des parlementaires, 200 députés socialistes publient une tribune dans *Le Monde* pour afficher leur soutien à François Hollande. Le lendemain, à l'Université d'été de La Rochelle, les « frondeurs » font salle à part. Réunis sous la bannière « Vive la gauche », ils reçoivent une invitée de marque en la personne de la ministre de la Justice, Christiane Taubira, déjà connue pour ses différends avec Manuel Valls par le passé. Moment choisi par Martine Aubry pour sortir de sa réserve. Absente de l'Université d'été socialiste, la maire de Lille demande l'application à Lille et dans d'autres villes de l'encadrement des loyers, vingt-quatre heures à peine après que le Premier ministre ait annoncé que la mesure phare de la loi Duflot serait limitée à Paris. La tension est alors vive dans les rangs socialistes.

Face au risque que ces polémiques représentent pour l'unité du parti et son image, Cambadélis tente de calmer le jeu et de reprendre la main. Dans un entretien donné au *Monde* du 28 août 2014, il déclare que «le social-libéralisme ne fait pas partie de notre vocabulaire» (Cambadélis, 2014) tout en rappelant son soutien à la politique gouvernementale. S'exprimant dans l'émission BFM Politique/*Le Point*/RMC, il confirme ses propos : «Le Parti socialiste ne sera pas social-libéral. C'est clair et net. Quand on est social-libéral, on déverrouille les 35 heures, quand on est social-démocrate, on garde les acquis sociaux, même si on veut les moderniser ici ou là, donc c'est pas tout à fait la même chose» (*LePoint.fr*, 2014). Rappelant les «États généraux» du PS qu'il a lancés, le Premier secrétaire réaffirme que son parti n'était pour l'instant «pas au clair» sur ses idées, qu'il y avait «un problème de doctrine» et que le PS devait être capable «d'inventer un nouveau progressisme» en prenant soin d'ajouter que «le nouveau progressisme, ce n'est pas le social-libéralisme!» (*idem*). Le 13 septembre 2014, il se rend à Lomme, près de Lille, pour faire la promotion de ces États généraux, aux côtés de Martine Aubry. Profitant des journalistes venus chroniquer le retour annoncé de la maire de Lille sur le devant de la scène, Cambadélis fixe les bornes du débat : «Nous ne sommes pas socio-libéraux, mais nous ne sommes pas non plus néocommunistes.» (Chapuis et Rof, 2014). Reprenant une antienne fort ancienne chez lui tout en actualisant le fameux «ni ni» cher à Mitterrand, il exprime par cette formule l'incapacité à définir une troisième voie à la française autrement que négativement, comme ce qu'elle n'est pas et ne saurait être. Malgré cela, Valls ne semble pas vouloir stopper la polémique, bien au contraire.

Le 6 septembre 2014, ce dernier est en déplacement à Londres pour vanter les mérites des réformes engagées par son gouvernement. Après une rencontre avec la communauté d'affaires française expatriée à Londres, puis avec son homologue conservateur David Cameron au 10 *Downing Street*, Manuel Valls fait un discours remarqué à Guildhall, au cœur du quartier financier de la capitale britannique. Ce discours, qui reprend pour l'essentiel son discours devant le MEDEF, vise à convaincre les milieux d'affaires de la City d'investir en France : «J'ai dit en France que j'aimais les entreprises. Je l'ai même dit en allemand à Berlin [...] J'aime les entreprises! *My government is pro-business*. [...] Un premier ministre français à la City, c'est un événement. Un Premier ministre français socialiste à la City, c'est une révolution!» (Clavel, 2014), déclare-t-il ainsi, avant de s'entretenir un peu plus tard en tête-à-tête avec le leader du *Labour*, Ed Miliband.

Dans un entretien dans *L'Obs* publié le 23 octobre 2014, Valls déclare qu'«il faut en finir avec la gauche passéiste, celle qui s'attache à un passé révolu et nostalgique, hantée par le surmoi marxiste et par le souvenir des Trente Glorieuses» (Valls, 2014, p. 44). Contre cette «gauche passéiste»,

il oppose une gauche « moderne », réactivant à la fois l'opposition Anciens/ Modernes que Rocard avait tenté d'opposer à l'opposition gauche/droite mobilisée par le CERES et l'opposition *Old Labour/New Labour* mobilisée à l'envi par Blair. Dans cette même interview, il refuse de définir sa gauche comme « socialiste » et lui préfère les adjectifs de « pragmatique, réformiste et républicaine » (*idem*). Il esquisse ensuite les contours de ce social-libéralisme à la française qu'il appelle de ses vœux :

« Si un assouplissement de notre marché du travail, une intervention repensée de l'État ou la remise en cause de telle ou telle rente de situation contribuent à lutter contre les inégalités et à faire progresser l'intérêt général, il est de mon devoir d'envisager ces solutions. 57 % de dépenses publiques, est-ce que l'on considère que c'est efficace ? Non. Face à ce modèle inefficace qui redistribue aveuglément sans tenir compte des besoins de chacun, et revient *a posteriori* sur les inégalités pour les corriger, nous devons proposer un modèle que j'appelle la prédistribution pour prévenir les inégalités. D'où la nécessité d'investir massivement dans l'éducation, la recherche, la formation et la culture. » (*ibid.*, p. 46)

À la question des journalistes : « Cette gauche, au fond, elle est sociale-libérale ? », Valls répond : « J'écarte les mots piégeux qui visent à enfermer » (*idem*). Cette prise de position idéologique est par ailleurs articulée à une stratégie invitant à clore le cycle d'Épinay et à construire une alliance de tous les progressistes et démocrates :

« Et j'invite toutes les forces progressistes à envisager leur propre dépassement. [...] L'idée pourrait être de bâtir une maison commune dans laquelle chacun se retrouve. [...] Si nous restons dans nos chapelles et nos boutiques à défendre nos prés carrés, nous ne nous en sortirons pas. Nous devons créer demain une maison commune, une fédération ou une seule formation, tout est ouvert, mais, en tout cas, c'est le chemin à suivre. » (*idem*)

Loin de se limiter à la gauche, le Premier ministre considère que cette alliance doit s'ouvrir aux centristes : « Notre impératif, c'est le rassemblement. François Mitterrand, en 1981, a su s'entourer de gens qui venaient d'horizons très divers. En 2012, nous avons commis l'erreur de ne pas tendre la main à François Bayrou. Peut-être l'aurait-il refusée, mais nous aurions dû le faire, alors qu'il avait appelé à voter pour François Hollande. Il n'y a rien de pire que le sectarisme au nom d'une prétendue pureté » (*ibid.*, p. 47). Là encore, pareille prise de position ne peut manquer de rappeler deux tentatives menées par des leaders sociaux-libéraux étrangers : l'une, ratée, celle de Tony Blair de remplacer l'Internationale socialiste par un Forum démocrate ; l'autre réussie, la fusion des forces de gauche et d'autres de centre-droit issue de la DC en Italie en un seul parti, le Parti démocrate.

La clarification de l'orientation sociale-libérale de sa politique par Hollande et, plus encore, les prises de position répétées de Valls expliquent un retour en force des références au néo-travaillisme dans les médias et dans le discours socialiste. Ce retour prend pour l'essentiel la forme d'une comparaison entre Blair et Valls. *L'Opinion*, journal « [néo-]libéral » et « pro-business » français créé en 2013 par Nicolas Beytout, titre en une « Manuel Blair ! » après le discours devant le MEDEF (Grand, 2015). Certains anciens néo-travaillistes ne sont pas en reste et s'invitent dans le débat. La nomination de Valls est ainsi saluée par Denis MacShane dans une tribune de *Libération*. L'ancien ministre des Affaires européennes de Blair y voit là le signe du tournant blairiste du quinquennat Hollande :

« François Hollande, président assiégé, a franchi le rubicon en nommant Premier ministre le politicien le plus libéral et le plus atlantiste de toute l'histoire française de l'après-guerre. Manuel Valls, nouveau Premier ministre, ne cache pas son admiration pour Tony Blair ni sa conviction que c'est le marché et non l'État qui crée de la croissance économique, des emplois et de la prospérité. » (MacShane, 2014)

Aimant à rappeler qu'il a rencontré Valls lorsqu'il n'était alors que conseiller de Jospin, MacShane souligne l'ancienneté de l'admiration du nouveau Premier ministre pour Blair :

« Chaque fois que nous nous rencontrions à Paris ou ailleurs en Europe, il posait une seule et même question : “Comment Blair fait-il pour remporter de nouvelles élections ?” [...] Les socialistes français n'ont jamais obtenu deux majorités parlementaires consécutives. Les deux mandats de Mitterrand ont masqué le fait qu'en 1986 et 1993, les électeurs ont sorti les ministres socialistes. Pour Valls, qui a vu le même sort s'abattre sur le gouvernement Jospin de 1997-2002, le gouvernement Blair qui a gagné trois élections consécutives est apparu comme un miracle. » (MacShane, 2014)

Sophie Pedder, journaliste responsable du bureau parisien de *The Economist*, publie un article dans *Le Figaro* dans le même sens, tout en rappelant néanmoins que Blair a réussi à « rénover » le *Labour* avant les élections tandis que Valls a échoué à le faire et tente de le faire au pouvoir (Pedder, 2014). De l'autre côté, les adversaires du Premier ministre au sein et à la gauche du Parti socialiste mobilisent cette comparaison entre Valls et Blair pour mieux « droitiser » le premier. Baumel déclare sur BFM TV à propos du discours de Valls devant le MEDEF : « Moi qui connais assez bien l'évolution idéologique des partis socialistes depuis deux décennies, je peux vous dire que c'est un copié-collé du type de discours que tenait Tony Blair dans les années 1990, c'est-à-dire que c'est une proposition idéologique pour rompre avec tout ce à quoi nous avons cru à gauche depuis des décennies »

(Grand, 2015). Pour Roger Martelli, ancien membre du PCF, Valls serait même au-delà du blairisme dans l'abolition du clivage gauche-droite, se rapprochant en cela davantage du « renzisme » :

« Le socialisme français se situe désormais au-delà même du “blairisme” britannique, très près du “renzisme” italien. Le “social-libéralisme” de Tony Blair se fixait pour objectif de rapprocher la social-démocratie du démocratisme américain. Matteo Renzi réalise cette ambition en entérinant la fin du clivage gauche-droite. » (Martelli, 2014)

Dans une démarche proche, Liêm Hoang-Ngoc et Philippe Marlière²⁷ organisent une conférence en novembre 2014 pour la sortie de leur ouvrage *La gauche ne doit pas mourir! Le manifeste des socialistes affligés* au siège de l'éditeur. Une critique en règle de la ligne sociale-libérale de Hollande et Valls, considérée comme plus à droite que le néo-travailleurs britannique, et une réponse au « Oui, la gauche peut mourir » que Valls a lancé en juin. Au-delà du contenu de l'ouvrage, la composition du public est en soi intéressante : trente à cinquante personnalités de l'aile gauche du PS et du Front de gauche dont Jean-Luc Mélenchon, Pierre Laurent, Martine Billard, Gérard Filoche et Pervenche Berès. Pour Hoang-Ngoc, Hollande a « changé au grand jour le logiciel de la gauche », en assumant un « credo social-libéral, blairiste à la française » : 41 milliards « sans contreparties en faveur des profits des entreprises ». « En termes de partage, ce n'est pas une politique de gauche. Si au moins ça marchait, mais ça ne marche pas ! » Et d'estimer que d'ici trois ans, « la défense de ce bilan posera problème » au PS. « S'il n'y a pas de changement de cap, en 2017, il n'y a plus de PS », a assuré l'économiste, qui souhaite peser sur le Congrès du PS en juin 2015. Un spectre hante désormais la rue de Solferino, celui du Parti socialiste grec, le PASOK. Ce dernier s'est effondré en Grèce à 8 % aux élections européennes, après avoir mis en œuvre le plan d'austérité imposé par la « troïka » (FMI-BCE-Commission européenne). Pour Marlière, parlant plutôt de la France, « un gouvernement à la politique néo-libérale qui fait qu'on se déporte vers la droite joue le jeu de l'extrême droite ». Reconstruire la gauche avant l'effondrement prévisible du PS : telle est l'ambition de ce *Manifeste des socialistes affligés*, qui se veut un « trait d'union entre composantes de la gauche » (Brigaudeau, 2014). Ces prises de position confirment

27. Le premier, économiste, membre du Bureau national du PS et ex-eurodéputé, a été évincé de la liste socialiste aux européennes de 2014 dans le Grand-Est, au profit du syndicaliste Édouard Martin. Le second, Professeur de science politique à l'*University College* de Londres, a quitté le Parti socialiste en 2009.

combien Blair et le *New Labour* sont enrôlés par une partie des socialistes et de la gauche radicale contre les sociaux-libéraux et pour la constitution d'une alliance entre le Front de gauche et l'aile gauche du PS.

Quelques responsables socialistes tentent d'intervenir publiquement pour remettre en cause cette comparaison Valls-Blair sur laquelle adversaires et partisans de la ligne sociale-libérale semblent s'entendre. Dans une tribune publiée dans *Libération*, le 10 septembre 2014, Henri Weber, devenu directeur des études auprès du Premier secrétaire du Parti socialiste, chargé des études européennes, admet des convergences entre les deux hommes :

« Manuel Valls partage avec Tony Blair la conviction qu'en période de mondialisation accélérée et de révolution technologique permanente, les entrepreneurs constituent un acteur social précieux, dont on aurait grand tort de se priver. [...] Les salariés contribuent à la compétitivité des entreprises ; ils exigent en retour, que celles-ci innovent, investissent, conquièrent de nouveaux marchés, afin de promouvoir une nouvelle croissance et reconquérir l'emploi. » (Weber, 2014)

Mais c'est pour souligner aussitôt trois divergences qui lui paraissent fondamentales : Valls serait social-démocrate et non néo-libéral. Il serait beaucoup plus pro-européen que Blair et il refuserait d'opposer l'ancien État social passif à l'État social actif :

« Les socialistes français refusent d'opposer un État-providence à l'ancienne, prodiguant des "aides sociales passives" aux victimes de la crise, à un État-providence moderne, privilégiant les investissements sociaux dans l'éducation, la formation permanente, la santé... Dans nos sociétés vieillissantes et soumises à des changements accélérés, l'aide sociale et les investissements sociaux sont également nécessaires. » (Weber, 2014)

L'argumentaire peine à convaincre. Le premier point relève de l'assertion bien plus que de la démonstration, aucun argument ne venant l'étayer. Le second point avancé est spécieux dans la mesure où Blair est sans doute le plus europhile, y compris parmi les néo-travaillistes, et son positionnement s'explique davantage par les rapports de force internes au Parti travailliste et au champ politique britannique qu'à ses convictions personnelles. Enfin, le troisième élément est parfaitement juste d'un point de vue de la comparaison doctrinale entre les deux partis. Il repose toutefois sur un tour de passe-passe rhétorique dans la mesure où le sujet « Manuel Valls » a été remplacé par « les socialistes français » pour une raison simple : les rares prises de position de Valls sur ce thème (Valls, 2014) le font pencher nettement en faveur des néo-travaillistes et le mettent en porte-à-faux vis-à-vis de son propre parti. La stratégie d'offensive idéologique du Premier ministre déstabilise,

on le voit, y compris ceux-là mêmes qui tentent de le soutenir tout en assurant l'unité du parti. Il rompt en effet avec l'habituelle gestion du parti dans laquelle l'aile droite acceptait de taire ses aspirations à une rénovation sociale-libérale assumée en échange de politiques publiques qui s'en inspirent largement. Coincés entre la stratégie de rupture de Valls et les divisions en leur sein, les socialistes français parviennent moins encore que, dans la période précédente, à définir quelque chose comme une ligne doctrinale.

Dans ce contexte, les militants PS adoptent en décembre 2014 la *Charte des socialistes pour le progrès humain*. Ce document de 24 pages fait la synthèse des 5 634 contributions déposées lors des États généraux du PS. Loin d'acter la redéfinition doctrinale du parti, le document est symptomatique, tant le vide sémantique le dispute aux signifiants flottants. Le PS s'est-il converti officiellement au social-libéralisme? Le terme n'est même pas mentionné, ne serait-ce que pour l'écarter, comme l'a fait Aubry dans sa contribution. Cambadélis s'était, à plusieurs reprises, dit le partisan d'un « nouveau progressisme »? Là encore, la formule a disparu du texte. L'expression irritant au sein du Bureau national (BN), elle a fini par être abandonnée après une longue discussion : « Nous sommes socialistes, donc progressistes. Nous l'avons toujours été. Nous n'avons pas besoin de nous justifier [mais] il ne faudrait pas que cela encourage la tentation cultivée par certains de substituer le mot progressisme à celui de socialisme », déclare ainsi Frédéric Lutaud, membre du BN (Simon, 2014). Outre qu'il faisait trop écho à la « gauche passéiste » dénoncée par Valls, « nouveau progressisme » renvoyait de manière trop évidente au néo-travaillisme²⁸. Valls et Blair dans la même référence, cela était trop pour l'aile gauche du parti. En contrepartie, lors de la discussion du BN de mi-novembre, « les rédacteurs retirent le mot “progressisme” et en retour, ils refusent le mot “nationalisation” », écrit Gérard Filoche dans *Démocratie et socialisme*, l'une des publications de l'aile gauche du parti (Filoche, 2014). Phrase terrible qui jette une lumière d'autant plus crue que ses énonciateurs ne se sentent plus obligés de taire la manière dont les textes censés définir l'identité du socialisme au XXI^e siècle sont le produit de véritables négoce entre courants. « Changement » apparaît trois fois dans le document, mais dans un sens très large (mondial ou climatique), très différent de celui de transformation politique et sociale. « Redressement » et « finance »

28. Chez un certain nombre de *thirdwayers* (tenants de la « troisième voie »), le terme « nouveau progressisme » est un synonyme de la « troisième voie ». Sur ce point, voir Giddens, 2003.

Table des matières

Remerciements	5
Introduction	9
Le néo-travailleurs, un objet hybride	10
Au-delà des frontières partisans, le milieu socialiste français.....	12
L'appropriation d'un référent étranger, un observatoire privilégié des évolutions partisans.....	13
La circulation transnationale des idées comme traduction.....	15
Une enquête de terrain rétrospective	17

221

Première partie

De Londres à Solférino : chronique d'une traduction

Chapitre 1

Une réception contrariée (1997-2007)	23
De la différence à la concurrence politique (1997-2002)	27
Des différences aux différends	27
Les raisons de la colère : le Manifeste Blair-Schröder.....	33
Du rejet doctrinal aux emprunts tactiques (2002-2008)	39
Grandeur et décadence de la référence néo-travailleuse	39
Une référence paradoxale	48

Chapitre 2

Le renouveau inattendu d'une référence (2008-2015)	57
Une référence minoritaire et marginalisée (2008-2013)	58
Le Congrès de Reims et la lente reconstruction du PS	58
Les Primaires socialistes et la campagne présidentielle.....	67

Une nouvelle actualité du néo-travallisme en France (2014...)	75
2014, un virage social-libéral?	75
Actualité du néo-travallisme et destin politique de Manuel Valls	80

Seconde partie

L'étrange rapport des socialistes au néo-travallisme

Chapitre 3

La réception du néo-travallisme au prisme de l'espace idéologique socialiste 97

La structuration idéologique de la gauche socialiste	98
La gauche sociale-libérale	99
La gauche néosociale-démocrate	107
La gauche sociale-républicaine	113
L'hétérogénéité constitutive de la doctrine officielle	118
Une doctrine chimérique	118
Réception du néo-travallisme et ambivalences doctrinales	120

222

Chapitre 4

Des divergences idéologiques aux convergences pratiques 127

Une comparaison des politiques publiques menées par les gouvernements Blair et Jospin	129
Les politiques économiques et budgétaires	131
Les politiques sociales : investissement public et politiques d'activation	135
Les politiques publiques d'Ayrault et Valls. Vers un néo-travallisme à la française ?	141
Les politiques budgétaires et fiscales	142
La politique de l'emploi : politique de l'offre et politique de la concurrence	144
La politique sociale	149

Chapitre 5

Réception du néo-travallisme et logiques du champ politique 157

La réception du néo-travallisme au prisme des logiques propres au champ politique	159
La réception du néo-travallisme au prisme des logiques intra-partisanes	159
Réception du néo-travallisme et logiques de position extra-partisanes	168
À la fois dans et hors-champ : l'enrôlement du néo-travallisme face à l'émergence de la gauche radicale	177
L'émergence de la gauche radicale	177
Le néo-travallisme au cœur du conflit entre gauche radicale et Parti socialiste	181

Conclusion	191
Un échec relatif.....	191
Manuel Valls, rhétorique blairienne et scénario italien.....	195
Transformations idéologiques et valeur des idées en milieu socialiste.....	196
Bibliographie et sources	199
Bibliographie.....	199
Sources.....	205